

*Accord de libre-échange Canada—États-Unis*

Je veux soulever une question très importante à propos de tout ce débat. Il est surréaliste d'essayer de vraiment comprendre ce qui se passe ici. Voici un gouvernement qui a perdu la faveur des Canadiens. La majorité des Canadiens n'ont aucune confiance en le gouvernement actuel.

**Une voix:** Bravo!

**M. Rodrigue:** Ils ne lui confieraient pas la mission de négocier le bien-être de leurs animaux familiers. Voici donc un gouvernement qui a perdu toute crédibilité d'après tous les sondages, d'après un échantillonnage de l'opinion publique canadienne. Nous ne pouvons avoir foi dans le gouvernement actuel. Nous ne pouvons croire en la parole du premier ministre actuel. Au chapitre de la franchise et de l'intégrité, il arrive au bas de l'échelle. Il n'est dépassé dans l'abîme de la franchise et de l'intégrité que par le chef du parti libéral. C'est le gouvernement qui, littéralement dans les dernières de cette législature, lorsqu'on attend des élections, veut imposer à la Chambre des communes l'adoption d'un projet de loi qui, d'après le premier ministre, est le plus important de l'histoire de notre pays et en fait, probablement, prétend-il, de l'histoire mondiale. Nous savons qu'il a l'habitude d'abuser des hyperboles.

Compte tenu de cela, comment les Canadiens moyens ont-ils eu la possibilité d'exprimer leur opinion à propos de ce projet de loi qui ne porte pas que sur le commerce, qui va au-delà de la question commerciale, qui liquide dans l'esprit d'un grand nombre de Canadiens, le mien notamment, le patrimoine des Canadiens. Ce seul fait devrait obliger le gouvernement à s'adresser aux Canadiens et à les laisser décider.

**Une voix:** Ils vont le faire.

**M. Rodrigue:** Si les Canadiens estiment que c'est un accord sensationnel et qu'il est avantageux pour le Canada, ils redonneront la majorité à ce gouvernement.

**M. McDermid:** Ils en auront la possibilité.

**M. Rodrigue:** Manifestement, s'ils conviennent avec l'opposition qu'en fait cet Accord est mauvais et n'est pas avantageux pour le Canada, alors ils feront table rase des conservateurs et les enverront sur les banquettes de l'opposition où ils pourront se joindre aux libéraux pour former un parlement croupion.

Cet accord commercial a été conclu par un président qui ne sera pas réélu et un premier ministre dont c'est le chant du cygne. Ce qui se passe ici, c'est qu'ils sont en train de brader les droits que les Canadiens reçoivent à la naissance.

**Une voix:** Allons donc!

**M. Rodrigue:** C'est exactement ce qui se passe. Lorsqu'on songe à ceux qui s'opposent à cet Accord, et pas seulement les néo-démocrates. Il y a le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, qui est censé faire partie des gens d'en face . . .

**M. Crosbie:** C'est un de vos bons copains.

**M. Rodrigue:** . . . mais manifestement il s'en est détaché. Ce n'est pas du tout mon copain.

**M. Crosbie:** Si. Vous couchez avec lui.

**M. Rodrigue:** Deuxièmement, il y a les imprimeurs du Canada qui s'inquiètent vivement de cet Accord. Très vivement. Il en est de même pour les groupes d'agriculteurs d'un bout à l'autre de notre pays. Il y a les membres du gouvernement qui étaient si résolus à faire adopter de force ce projet de loi qu'ils se sont enfermés ici à Ottawa pour tenir des audiences en comité. Quand inviterons-nous les simples Canadiens à participer au travail démocratique? Il y a environ 350 témoins que vous n'avez pas voulu admettre.

**Une voix:** Pourquoi Bob White ne s'est-il pas présenté?

**M. Rodrigue:** Les groupes nationaux ont été entendus le même jour. Il y en a eu quatre ou cinq. Je parle des simples Canadiens. La municipalité régionale de Sudbury a adopté une résolution, l'a envoyée au gouvernement et demandé: «Pourquoi le comité ne vient-il pas ici?» Dans cette ville ils veulent parler de l'Accord de libre-échange . . .

**M. McDermid:** Le CTC est reparti.

**M. Rodrigue:** Le secrétaire parlementaire dit qu'il est reparti. C'est que, monsieur le Président, le gouvernement accorde une heure à chaque groupe pour parler. Nous avons l'Accord le plus important du siècle pour le pays, et on limite à une heure, une heure et demie les groupes nationaux comme le Congrès du travail du Canada, les Travailleurs canadiens de l'automobile.

**M. McDermid:** Ils sont tous repartis. Ils n'ont même pas parlé.

**M. Rodrigue:** C'était pour protester contre ce que le gouvernement faisait.

**Une voix:** Une rigolade.

**M. McDermid:** Ils étaient incapables de répondre aux questions difficiles.

**M. Rodrigue:** Une rigolade. Une comédie. Voilà justement ce contre quoi ils protestaient. Le gouvernement parle d'une nouvelle vague, d'une nouvelle ère démocratique; je lui demande donc où les simples Canadiens pourront exprimer leur opinion: au comité? Où? En fait, le gouvernement a été pris de court par le Congrès. Il a été pris de court. Il veut l'avoir signé et tout, pour qu'on en parle plus. Il ne s'agit pas là d'un mythe. Je dis honnêtement au gouvernement: pourquoi ne consultons-nous pas la population? N'hésitons pas.

**Une voix:** Oui. Ils ont bien trop peur.